

# Coronavirus : Vivre avec l'incertitude

par Laurence Boone, Cheffe économiste de l'OCDE

L'économie mondiale fait face à des incertitudes sans précédent. L'évolution de la pandémie pèse lourdement sur les perspectives économiques. Neuf mois après son apparition à Wuhan, la trajectoire de propagation du virus reste toujours délicate à prévoir. Les pays ont été touchés de différentes façons, et leur stratégie, en réaction, a varié. De nombreuses inconnues demeurent. La recherche d'un vaccin est en cours dans le monde entier, mais beaucoup reste à faire pour préparer les opérations de dépistage de grande échelle, et la large production et distribution du vaccin qui seront nécessaires. Il semble clair aujourd'hui que nous devons vivre avec le virus pendant un certain temps, avec comme principale défense des normes d'hygiène renforcées et de mesures de distanciation physique à respecter.

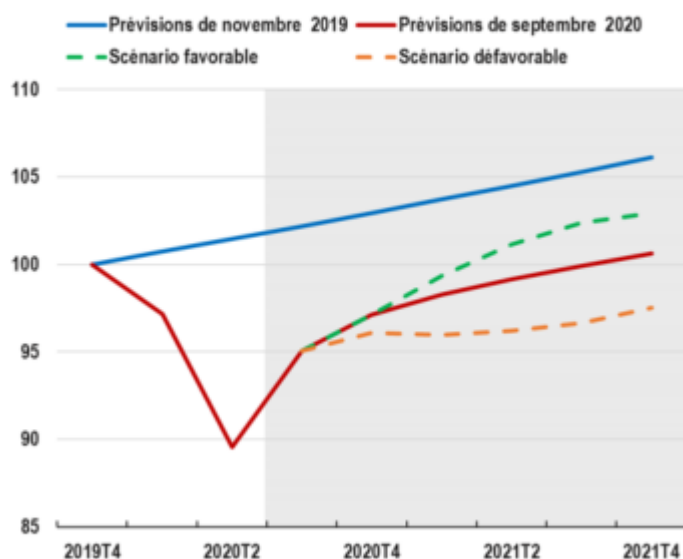
Dans ce climat d'incertitude inédit, la seule chose que nous sachions est que le monde se retrouvera beaucoup plus pauvre qu'il ne l'aurait été en l'absence de virus. Si notre scénario central d'une reprise graduelle, après la phase de rebond, se réalise, le revenu mondial sera inférieur, à la fin de 2021, de 7 000 milliards USD au niveau que nous avons estimé il y a moins d'un an, en novembre 2019. Ce chiffre équivaut globalement à une année de production de la France et de l'Allemagne réunies.

Le choc initial sur l'économie au premier semestre de 2020 a

été rude. Dans le sillage des mesures de confinement nationales, l'économie mondiale a plongé de 7.8 % au second trimestre de cette année, une chute jamais vue en temps de paix. Le déclin aurait été plus prononcé encore si les pouvoirs publics n'avaient pas déployé de larges filets de sécurité pour protéger les entreprises et les personnes. Lorsque les mesures de strict confinement ont pris fin, les secteurs qui pouvaient fonctionner en appliquant des mesures de distanciation physique ont rebondi énergiquement. Toutefois, il serait imprudent d'en déduire que l'économie se redressera en suivant une courbe en V et que le revenu mondial pourra renouer bientôt avec ses niveaux d'avant la crise. Certains secteurs se redresseront rapidement, notamment ceux liés aux activités du numérique, mais d'autres auront besoin de temps pour se rétablir totalement. Ainsi, le nombre de vols prévus en septembre était encore inférieur de près de la moitié à celui d'il y a un an. Les secteurs du divertissement et du tourisme ont été profondément touchés. Au total, 13 % à 20 % des emplois sont menacés dans l'OCDE.

### Graphique : Prévisions du PIB mondial

Prix constants, indice T4 2019 = 100



Source : OCDE, base de données des Perspectives économiques de l'OCDE.

Face à des évolutions si diverses d'un pays à l'autre et à un degré d'incertitude aussi élevé, nous avons choisi de produire deux scénarios articulés autour de notre scénario de référence. Selon le scénario favorable d'une révision à la hausse par rapport aux prévisions, la croissance mondiale serait plus forte (graphique) si la confiance des entreprises et des ménages s'améliorait parce qu'un vaccin ou un traitement serait en vue, ou si des mesures d'endiguement plutôt légères suffisaient à circonscrire la propagation du virus. La contraction de la production mondiale se situerait alors autour de 4 000 milliards USD d'ici la fin de 2021. Dans le scénario plus défavorable, les dépenses des ménages et l'investissement des entreprises fléchiraient, la reprise ralentirait et la perte de production s'établirait à 11 000 milliards USD si la confiance devait rester faible en raison d'une intensification de l'épidémie, ou parce que des mesures d'endiguement plus strictes s'imposeraient.

Même s'il est évident que cette crise est très différente d'autres crises que nous avons connues et si les incertitudes sont particulièrement fortes, nous avons pu observer que l'action publique est importante. Pendant la phase de confinement de la crise liée au COVID-19, les responsables de l'action publique ont, partout dans le monde, mobilisé un vaste arsenal de mesures. Parmi ces mesures, on peut citer les dispositifs de chômage partiel, le chômage technique, les prêts ou subventions aux entreprises ou encore les exonérations fiscales temporaires. Ces mesures devraient augmenter la dette de quelque 15 points de PIB dans la zone OCDE, mais elles étaient nécessaires et le resteront en 2021. Les banques centrales ont procédé à des apports de liquidités et le faible niveau des taux d'intérêts a permis aux charges d'intérêt de la dette de ne pas trop augmenter.

L'action publique continuera de jouer un rôle important au

cours de la prochaine phase de la crise. Nous avons appris des suites de la crise financière mondiale qu'un resserrement prématuré de la politique budgétaire pouvait mettre sérieusement à mal une économie déjà affaiblie. Le soutien budgétaire devra donc être poursuivi. Nous avons aussi appris que l'action publique ne parvient que temporairement à prévenir l'augmentation des faillites et du chômage. Le soutien aux entreprises doit évoluer pour laisser disparaître les entreprises non viables et encourager celles qui le sont à se développer. Des instruments de fonds propres pourraient être déployés pour les grandes entreprises, avec le soutien de l'État, à condition que la concurrence soit préservée et qu'une stratégie de sortie claire soit définie. Une plus grande créativité sera toutefois nécessaire s'agissant des PME, le soutien prenant par exemple la forme de crédits d'impôt remboursables une fois que les entreprises auront renoué durablement avec les bénéficiaires.

Les personnes se trouvant dans des secteurs vulnérables ont aussi besoin du soutien de l'action publique. Dans les secteurs où le choc est considéré comme temporaire, les dispositifs de chômage partiel peuvent être maintenus, avec une souplesse plus grande pour permettre à chacun de s'engager dans une activité nouvelle. Dans les autres secteurs, les mécanismes actuels d'aide aux personnes et aux entreprises doivent être réajustés pour éviter de continuer à soutenir des emplois et des entreprises non viables, bloquant ainsi la réaffectation nécessaire à une reprise vigoureuse et durable. Les actions de formation et de placement professionnel devraient pouvoir s'appuyer sur une infrastructure numérique et être systématiquement personnalisées. Les responsables de l'action publique devraient renforcer leurs efforts pour s'assurer que les dispositifs de soutien bénéficient effectivement à ceux qui en ont le plus besoin. En outre, la première phase de la crise a montré que les obstacles aux échanges pouvaient très gravement perturber la fourniture des

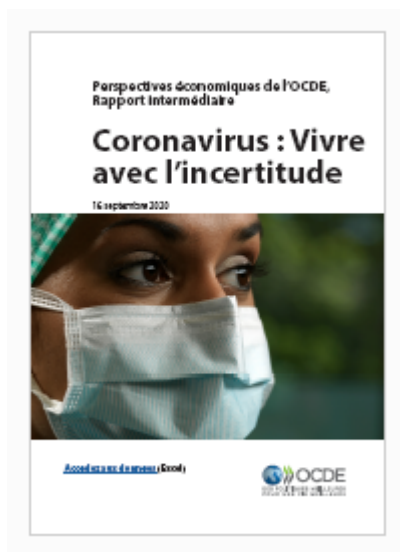
biens et des services en nuisant à son efficacité. La coopération internationale doit reprendre pour garantir que des produits et services de santé pourront être mis à la disposition de tous, mais aussi que les entraves au commerce ne vont pas continuer d'augmenter, avec les risques que cela fait peser sur certaines entreprises et activités, et sur les emplois associés.

À un horizon plus lointain, il est impossible aujourd'hui de prévoir comment les individus se comporteront après 18 mois de pandémie, comment ils travailleront et quels seront leurs loisirs. Toutefois, nous pouvons esquisser la manière dont certaines tendances vont s'accélérer. Premièrement, le recours au télétravail va se développer, même si les limites du travail à distance doivent être prises en compte. Deuxièmement, de plus en plus de services vont être proposés en ligne et le commerce électronique va s'intensifier. Troisièmement, on va voir augmenter la demande, et la nécessité, d'une préparation à la gestion de crise, que cela concerne la santé, la cybersécurité, la sécurité énergétique ou la protection contre les catastrophes naturelles. Quatrièmement, la demande citoyenne d'une augmentation de l'offre de services publics de santé et d'éducation devrait prendre de l'ampleur car la crise a touché en premier lieu les travailleurs les plus précaires, les professions de première ligne pour lesquelles le télétravail est impossible, ceux qui vivent dans des logements trop étroits et ceux qui ne sont pas en bonne santé. Dans un contexte de mécontentement du public face à l'évolution des inégalités, les responsables des politiques publiques devront progresser en matière de transparence, favoriser la concurrence et réduire les phénomènes de collusion, et trouver les moyens de rendre plus efficiente la fourniture des services publics.

Les pouvoirs publics doivent viser plus haut qu'une simple

tentative de rétablissement de nos niveaux de vie d'avant la pandémie : il est nécessaire qu'ils prennent plus largement en compte les menaces qui, avant la crise, pesaient déjà sur notre avenir et saisissent cette opportunité pour changer l'action publique dans ces domaines. Nous avons la possibilité d'engager une relance verte et d'opérer un basculement dans la durabilité de nos économies. Les pouvoirs publics consacrent énormément d'argent aux mesures destinées à faire face à la pandémie, mais la part de cet argent consacrée à des solutions durables n'est pas suffisante. Certains pays agissent, mais les efforts doivent être plus audacieux. Dans les trains de mesures en faveur de la reprise, plus de 50 % des aides publiques à l'énergie concernent encore les combustibles fossiles « bruns ».

Alors que les plans de relance vont être au cœur de la préparation des budgets publics pour 2021, il ne faut pas laisser échapper l'occasion de remettre l'économie sur une trajectoire plus vigoureuse, plus juste et plus durable.



**À lire:**

[Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire,](#)  
Septembre 2020